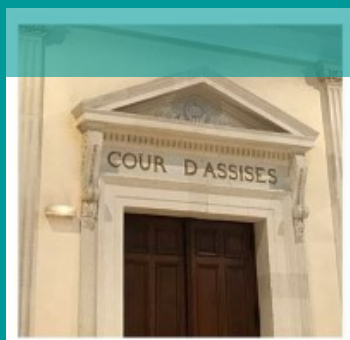


# TRIBUNAL JUDICIAIRE DE BLOIS



Activité 2021 et perspectives de la  
juridiction pour l'année 2022



**MINISTÈRE  
DE LA JUSTICE**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

# Propos liminaires des chefs de juridiction

**"La Société a le droit de demander compte à tout Agent public de son administration."**



Lionel DA COSTA ROMA

Président

Ce sont ces mots, issus de l'article 15 de la Déclaration des Droits de l'Homme et du Citoyen de 1789 qui nous obligent, magistrats et fonctionnaires du tribunal judiciaire de Blois, à rendre compte de nos activités et projets à chaque Loir-et-Chérien, année après année. Cette présentation simplifiée s'inscrit dans une démarche de saine transparence qui contribue à la confiance dans les institutions et participe du bon fonctionnement de notre vie démocratique.

Dans un contexte d'adaptation incessante aux soubresauts de la crise sanitaire, l'année 2021 a été celle de la reprise soutenue de l'activité ayant permis, dans de nombreux contentieux, la résorption des stocks créés au printemps 2020.

Les chiffres présentés traduisent bien le travail accompli au service des justiciables par les agents, animés par un sens élevé du service public qui mérite le respect et la reconnaissance.

Les actions menées à bien et celles en cours visent toutes à faire du tribunal judiciaire de Blois une juridiction moderne, fonctionnelle et efficace, à même de répondre aux évolutions de la société et aux attentes de nos concitoyens : mise en œuvre des réformes (divorce, code de la justice pénale des mineurs, prise de date...), projets écoresponsables, dématérialisation des échanges et des procédures, etc.

Grâce au dynamisme des acteurs et partenaires du réseau d'accès au droit, la communauté judiciaire de Loir-et-Cher s'est aussi engagée dans plusieurs projets d'information et de sensibilisation destinés à tous les publics : Journée du patrimoine, Nuit du Droit avec un *escape game* très remarqué, Journée de lutte contre les violences faites aux femmes, interventions régulières dans les établissements scolaires...

L'année 2021 s'est achevée par un mouvement de protestation, inédit dans sa forme et son ampleur, des acteurs judiciaires qui ne se résignent plus à offrir aux justiciables un service dégradé depuis de trop longues années. Parent pauvre des services publics régaliens, la justice ne bénéficie que de 4 € sur 1.000 € de dépense publique (contre 25 € à la sécurité et 31 € à la défense).

Loin de tout corporatisme, magistrats, fonctionnaires et partenaires de justice de Loir-et-Cher n'ont qu'un souhait, celui de pouvoir contribuer, chacun dans son rôle, à rendre une justice de qualité dans des délais raisonnables et être ainsi vecteurs de paix sociale.

Soyez-en convaincus, c'est dans ce sens que les personnels du tribunal judiciaire de Blois continueront d'œuvrer en 2022 avec engagement et conscience.

**Belle année à tous !**

# Propos liminaires des chefs de juridiction

## **Une année riche, une année intense. Une année émouvante, une année éprouvante.**

Mesdames et Messieurs, le virus nous oblige de nouveau à sacrifier le temps de notre traditionnelle audience de rentrée, parfois perçue comme surannée, mais pourtant essentielle à l'autorité judiciaire pour rendre compte de son activité.

Une année riche et intense car le nombre de procès-verbaux reçus – plus de 16 500 – est en nette augmentation en comparaison des années précédentes et traduit à la fois une hausse de la délinquance constatée mais aussi un accroissement du travail accompli par les forces de sécurité intérieure de ce département.



Frédéric CHEVALLIER  
Procureur de la République

Je salue chacune et chacun des officiers de police judiciaire et agents de police judiciaire, policiers et gendarmes, au premier rang desquels le directeur départemental de la sécurité publique Yves Gallot et son adjoint Xavier Counillet, le colonel Samuel Joguet, commandant le groupement de gendarmerie et son second le colonel Chainé ; leur engagement force le respect, ma profonde reconnaissance et ma sincère gratitude leur est acquise.

Les infractions commises sur notre territoire ont donc augmenté, singulièrement d'ailleurs les crimes. Deux exemples marquants survenus cette année 2021 pour illustrer ce propos.

Dans la nuit du 16 au 17 mars 2021 à Blois, policiers et gendarmes, réunis ensemble afin de combattre des violences dites urbaines, ont dû affronter des violences avant tout perpétrées contre des femmes et des hommes en uniformes, représentant l'ordre républicain que certains souhaitent mettre à mal. Un camion volontairement projeté vers leurs personnes, des cailloux lancés par dizaine en leur direction, des incendies de mobiliers urbains, une scène de quasi-guerre ; ces événements démontrent qu'en dépit des efforts importants menés pour prévenir et lutter contre la délinquance, dans le cadre des groupes locaux de traitement de la délinquance et des instances de concertation municipale, une menace constante et sérieuse subsiste. Les magistrats du parquet de Blois et l'ensemble des acteurs judiciaires de la chaîne pénale, directrice de greffe, greffiers et fonctionnaires dont je souligne la qualité et la compétence, sont et resteront mobilisés afin qu'une réponse adaptée soit toujours apportée, dans des temps maîtrisés.

---

# Propos liminaires des chefs de juridiction

---

Des crimes mais également des délits graves. Le travail remarquable et les investigations minutieuses, menés en co-saisine par la sûreté urbaine de la DDSP de Blois et le Service de police Judiciaire de Tours (SPJ), ont permis d'interpeler une quinzaine de personnes impliquées dans des faits de trafics de produits illicites de stupéfiant, du haut du spectre, puisque des armes, des dizaines de milliers d'euros et plus de 240 kilogrammes de ces produits ont été saisis. Ces derniers, destinés à alimenter les points de deals identifiés et répertoriés sur Blois, font aujourd'hui défaut et expliquent l'accalmie très notable de la délinquance constatée en fin d'année et début de cette nouvelle année. Cette opération démontre sans aucun doute l'intérêt d'une coopération intelligente entre services qui ne peut que conduire à des résultats aussi remarquables.

Cette intelligence collective est la même qui permet, dans le cadre des groupes locaux de traitement de la délinquance animés par les magistrats du parquet sur les trois arrondissements du ressort, en lien avec les élus et les services préfectoraux, de lutter efficacement contre un autre fléau que constituent les violences intrafamiliales. Que l'ensemble des partenaires et membres de ces groupes de travail soient sincèrement remerciés de leur implication.

Une année éprouvante, avec un virus qui entrave durement et durablement nos conditions de vie, une année émouvante lorsque 7 000 gens de justice alarment l'opinion sur la réalité de leur quotidien professionnel, parce que tout cet engagement suppose des conditions de travail qui demeurent à Blois comme ailleurs, au regard des standards européens mais aussi nationaux, très en deçà de ce qu'ils devraient être pour que l'autorité judiciaire puisse accomplir sereinement et pleinement la mission essentielle que la Constitution lui confie. Il ne s'agit pas de demander sans cesse des moyens supplémentaires ; il s'agit simplement de rappeler à la Nation et à ses représentants qu'il leur appartient de doter la Justice des moyens dont elle a besoin pour fonctionner dignement.

**Que cette nouvelle année vous apporte santé et bonheur. Nous mettrons tout en œuvre pour vous assurer du reste.**



---

# Propos liminaires des chefs de juridiction

---

## L'année 2021 aura marqué, une fois de plus, l'engagement des fonctionnaires du tribunal judiciaire de Blois à œuvrer en faveur du service public de la Justice.



Stéphanie CLOTTERIOU

Directrice de greffe

Les délais de traitement et le maintien de la qualité de service en attestent. Malgré l'épreuve de la perte de notre collègue greffière, Marie-Christine, en mars, et de la vacance de poste comptant jusqu'à 9 greffiers absents sur 41 postes localisés en septembre 2021, la juridiction a poursuivi son action et mené à bien ses ambitions.

Outre l'activité judiciaire, le TJ de Blois contribue à la vie de la cité par les actions menées en faveur des publics les plus fragiles en matière de violences conjugales mais aussi pour les personnes vulnérables et par le maintien de sa Maison de Justice et du Droit située en quartier sensible.

La juridiction a poursuivi sa dynamique en matière de dématérialisation non seulement en matière pénale mais également pour la protection des mineurs en conventionnant avec un grand nombre de partenaires (Conseil départemental, la DDETS-PP, la DDFIP, les experts...).

Elle s'inscrit également dans une démarche écoresponsable de ses déchets allant du recyclage de ses archives au traitement de ses scellés.

Ces projets se poursuivront en 2022 qui sera aussi l'année de la concrétisation de travaux d'envergure tendant à améliorer considérablement les conditions d'accueil du justiciable (la salle des pas perdus en sera profondément transformée) mais aussi les conditions de travail du personnel par la création de nouveaux espaces de travail dans les combles du palais.

**Très belle année à tous !**

# Présentation du tribunal judiciaire de Blois



## Les effectifs théoriques 2021 : 93 personnes

- 17 magistrats du **siège** et 1 magistrat à titre temporaire
- 5 magistrats du **parquet** et 1 magistrate honoraire
- 71 fonctionnaires de **greffe**

L'année 2021 a été particulièrement marquée par la vacance de postes dans le corps des greffiers atteignant, en septembre 2021, le nombre de 7 postes vacants sur un effectif théorique de 41.

Parallèlement, la juridiction a été autorisée à recruter au profit du greffe 3 contractuelles (1B et 2C) s'ajoutant aux 2 précédemment recrutées en décembre 2020.

Si l'équipe autour du magistrat s'étoffe grâce au recrutement de deux chargées de mission et d'une juriste assistante, la juridiction compte encore, en ce début d'année 2022, 6 postes de greffier et 1 poste de secrétaire administratif vacants. Fort heureusement, 3 greffières rejoindront la juridiction sur le premier semestre 2022.



## La dotation budgétaire 2021 : 91 998,72 €

Se sont ajoutés des **crédits fléchés et immobiliers** octroyés par le Ministère et la Cour d'appel à hauteur de **137 775,12 €**. Ces crédits ont permis de financer des travaux de rénovation notamment celle des couloirs du premier étage de la juridiction ou de certains bureaux, mais aussi d'améliorer considérablement les conditions de travail du personnel par la création d'une salle de convivialité ou encore l'achat de stores.

La juridiction a bénéficié de **crédits au titre de la justice de proximité** à hauteur de **6 101,28 €** pour l'acquisition de mobiliers.

Enfin sa participation au **tournage du téléfilm « Meurtre à Blois »** en février 2021 et diffusé début janvier 2022 sur France Télévision a permis à la juridiction de bénéficier de crédits complémentaires afin de remplacer d'anciennes moquettes.

Le montant des **frais de justice payés** en 2021 par l'arrondissement s'est élevé à **1 394 667,46 €** contre 957 536,60 € en 2020, signe de la reprise d'activité.

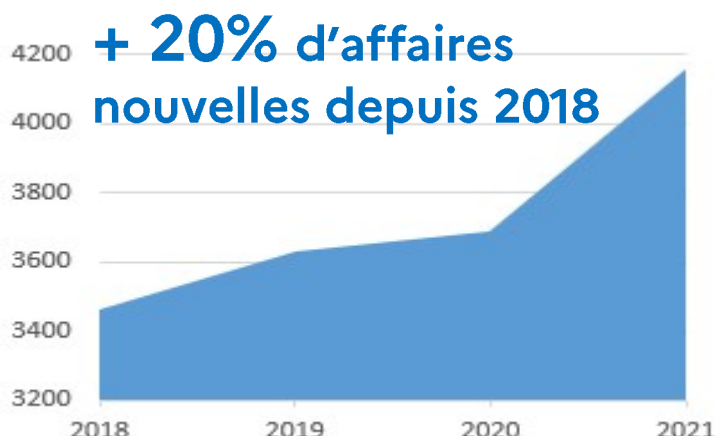
# L'activité civile du tribunal en 2021

## Affaires civiles tous contentieux

Affaires nouvelles : 4159

Affaires terminées : 4424

Affaires en cours : 3370



Le nombre des affaires civiles nouvelles qui avait baissé en 2020 en raison de causes spécifiques (grève des avocats et crise sanitaire) a connu une remontée significative en 2021 (+12,7%), en cohérence avec l'augmentation constante de l'activité globale en la matière depuis 2018.

## Divorces contentieux

Affaires nouvelles : 121

Affaires terminées : 366

Affaires en cours : 288

Délai moyen de jugement : 24,7 mois

## Juge aux affaires familiales (hors ou après divorce)

Affaires nouvelles : 891

Affaires terminées : 895

Affaires en cours : 510

Délai moyen de jugement : 7,2 mois

## Juge de l'exécution (contentieux)

Affaires nouvelles : 164

Affaires terminées : 202

Délai moyen de jugement : 6,5 mois

## Pôle social

Affaires nouvelles : 207

Affaires terminées : 314

Affaires en cours : 423

## Référé Président

Affaires nouvelles : 225

Affaires terminées : 206

Affaires en cours : 50

## Juge des libertés et de la détention en matière civile

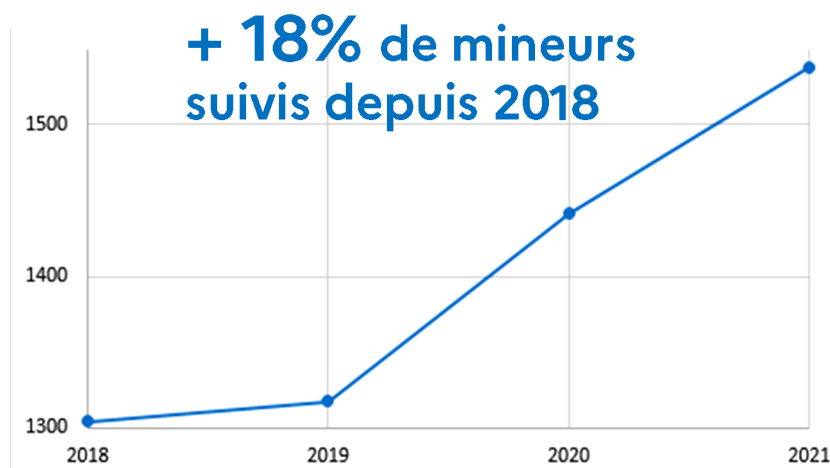
Affaires nouvelles : 201

Affaires terminées : 196

# La justice des mineurs en 2021

## ASSISTANCE ÉDUCATIVE

Affaires nouvelles : 485  
Mesures en cours : 1696  
Mineurs suivis : 1538



En assistance éducative, l'activité poursuit la hausse constatée depuis 10 ans au sein de la juridiction. Cet accroissement notable du nombre de mineurs en danger a conduit en 2021 à la création d'un 3ème cabinet de juge des enfants.

## ACTIVITÉ PÉNALE

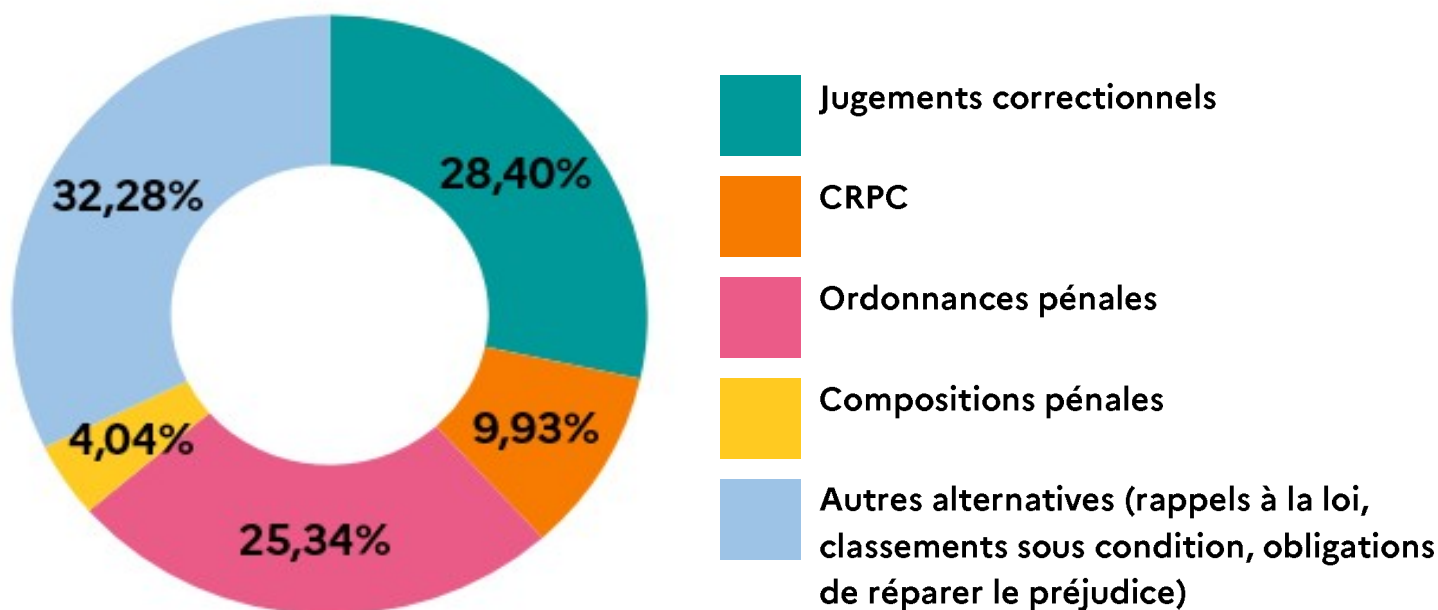
Affaires nouvelles : 117  
Jugements et ordonnances : 247  
Défèvements : 3  
Post-sentenciel : 104

L'activité pénale est restée stable par rapport à l'année 2020. L'année 2021 a été marquée en la matière par l'entrée en vigueur du Code de justice pénale des mineurs (CJPM) qui a réformé en profondeur ce pan du droit et a ainsi mobilisé la juridiction pour adapter son activité, à moyens constants, aux nouveaux délais imposés afin d'apporter une réponse rapide et personnalisée à la situation des mineurs et à l'acte de délinquance qu'ils ont pu commettre.



# L'activité pénale du tribunal en 2021

## VENTILATION DE LA RÉPONSE PÉNALE



La diversification de la réponse pénale est maintenue pour l'adapter le plus finement possible aux faits et à la personnalité des auteurs. Elle permet de réserver la saisine du tribunal correctionnel aux procédures pénales qui le nécessitent.

### Activité tribunal correctionnel

Jugements correctionnels : 1187

### Délai moyen d'audiencement correctionnel

COPJ collégiale : 7 mois  
COPJ juge unique : 6 mois  
COPJ route : 8 mois  
Plaider coupable (CRPC) : 6 mois

= 6,7  
mois

### Instruction

Ouvertures : 79  
Clôtures : 58  
Affaires en cours : 233

### Activité tribunal de police

Jugements rendus : 161

### Jugements immédiats après défèrement

Comparution immédiate (CI) : 69  
Plaider coupable (CRPC) : 72  
Convocations par procureur (CPPV) : 45

### Juge de l'application des peines (milieu ouvert)

Mesures suivies : 918  
Jugements : 349  
Saisines pour aménagement : 223

# Focus sur 3 champs d'actions 2021

## La poursuite de la dématérialisation de la procédure pénale



Site pilote du plan de transformation numérique mené par le Ministère de la Justice, le tribunal judiciaire de Blois a poursuivi activement la dématérialisation de la procédure pénale en 2021 en concluant des conventions avec plusieurs partenaires majeurs du ressort et notamment, la DDFIP, la Direction Enfance Famille du Conseil départemental de Loir-et-Cher, la DDETS-PP.

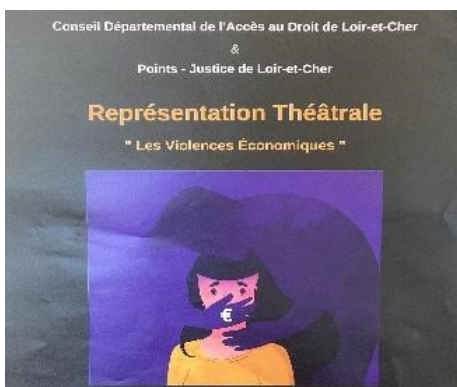
## La lutte contre les violences intrafamiliales



Mise en œuvre du bracelet anti-rapprochement sur le ressort du Loir-et-Cher.

1 BAR a été prononcé en 2021.

10 téléphones grave danger (TGD) ont été attribués en 2021 à autant de femmes placées en situation de danger avéré par l'attitude de leur conjoint.



CDAD41 - des saynètes pour sensibiliser aux violences économiques

A l'occasion de la journée internationale pour l'élimination de la violence à l'égard des femmes, cause célébrée le 25 novembre, le CDAD 41 a souhaité mettre l'accent sur les violences économiques subies par les femmes au moyen de représentations théâtrales organisées à Blois, Romorantin et Vendôme.

---

# Focus sur 3 champs d'actions 2021

---

## La démarche écoresponsable du tribunal



Signature d'une convention pour le **recyclage des scellés** avec le **groupement de la gendarmerie départementale**. Elle consacre la volonté des chefs de juridiction du tribunal judiciaire de Blois – dans un souci de bonne gestion des scellés de faible valeur destinés à la destruction autant que de leur valorisation dans le cadre du respect de l'environnement – de créer un dispositif permettant d'attribuer aux autorités militaires les biens de faible valeur placés sous main de justice devenus propriété de l'État et dont la remise au Domaine n'est pas recevable ou a été refusée.

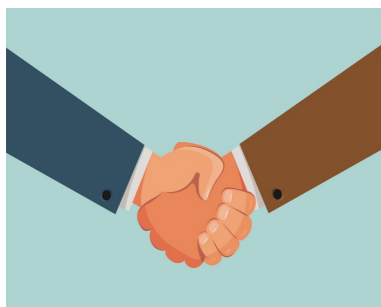
### Actions de la **commission écoresponsable** du tribunal :

- Mise à disposition d'une boîte de dépôt des **fournitures de bureau** pour les agents de la juridiction, les objets usagés étant ensuite acheminés au point de recyclage du Conseil Départemental.
- Rempotage des **plantes** de la juridiction effectué par les agents volontaires.
- Recyclage des **papiers de bureau** et des archives qui seront transformés en pâte à papier.
- Pour 2022 : projets de création d'un **hôtel à insectes** et de mise en place du recyclage des **mégots**.

---

# Les perspectives pour l'année 2022

---



## Développement des modes alternatifs de règlement des différends : la médiation civile

Déjà très investie en matière familiale, où elle permet aux justiciables de se rapprocher pour résoudre les litiges qui les opposent, la médiation mérite d'être développée dans les tous contentieux civils.

La médiation consiste en un processus de résolution des conflits fondé sur la recherche d'un accord entre les parties, par lequel le juge saisi d'un litige, après avoir recueilli le consentement de celles-ci, désigne un tiers qualifié, impartial et tenu à la confidentialité, le médiateur. Son rôle est d'entendre les parties en conflit et confronter leurs points de vue afin de les aider à rétablir une communication et à trouver elles-mêmes des accords mutuellement acceptables.

Afin de promouvoir cette justice de qualité, des actions seront menées en 2022 pour permettre aux justiciables et à tous les acteurs judiciaires d'en découvrir les nombreux atouts pour mieux s'en saisir.

## Création d'une Unité Médico-Judiciaire (UMJ) pour le ressort du Loir-et-Cher au sein du Centre hospitalier de Blois

Le département ne disposant d'aucune structure dédiée à la prise en charge médico-légale des victimes d'infraction, un projet de création d'UMJ a été initié dès 2019 sur l'impulsion des partenaires de la justice et de la santé du territoire.



Ce projet, qui pourra prendre corps en 2022 grâce à la subvention allouée par le Ministère de la Justice, s'est construit grâce à l'engagement du parquet du Tribunal judiciaire de Blois, du Centre hospitalier de Blois, du CHRU de Tours, des services départementaux de police et de gendarmerie et de l'Agence régionale de santé du Centre Val de Loire.

L'UMJ comportera notamment une salle Mélanie adaptée à l'audition des mineurs victimes.

La prise en charge et l'accompagnement des victimes d'infraction demeure une priorité pour la juridiction de Blois qui se félicite de la concrétisation de cette réforme d'ampleur.

---

# Les perspectives pour l'année 2022

---



## Rénovation de l'accueil du tribunal judiciaire

Après la rénovation de ses façades, grilles et parvis en 2019 et 2020, la reprise complète de son câblage en 2021, le tribunal judiciaire de Blois verra sa salle des pas perdus complètement réaménagée de façon à créer un service d'accueil unique du justiciable répondant aux attentes d'une justice de qualité et de proximité. L'accueil actuel sera déplacé et adossé à l'entrée de façon à libérer les colonnes situées devant l'ancienne porte de la conciergerie et deux box de confidentialité seront installés auprès de chaque salle d'audience. Ces travaux réalisés de concert avec l'architecte des bâtiments de France veilleront à maintenir l'harmonie du monument.



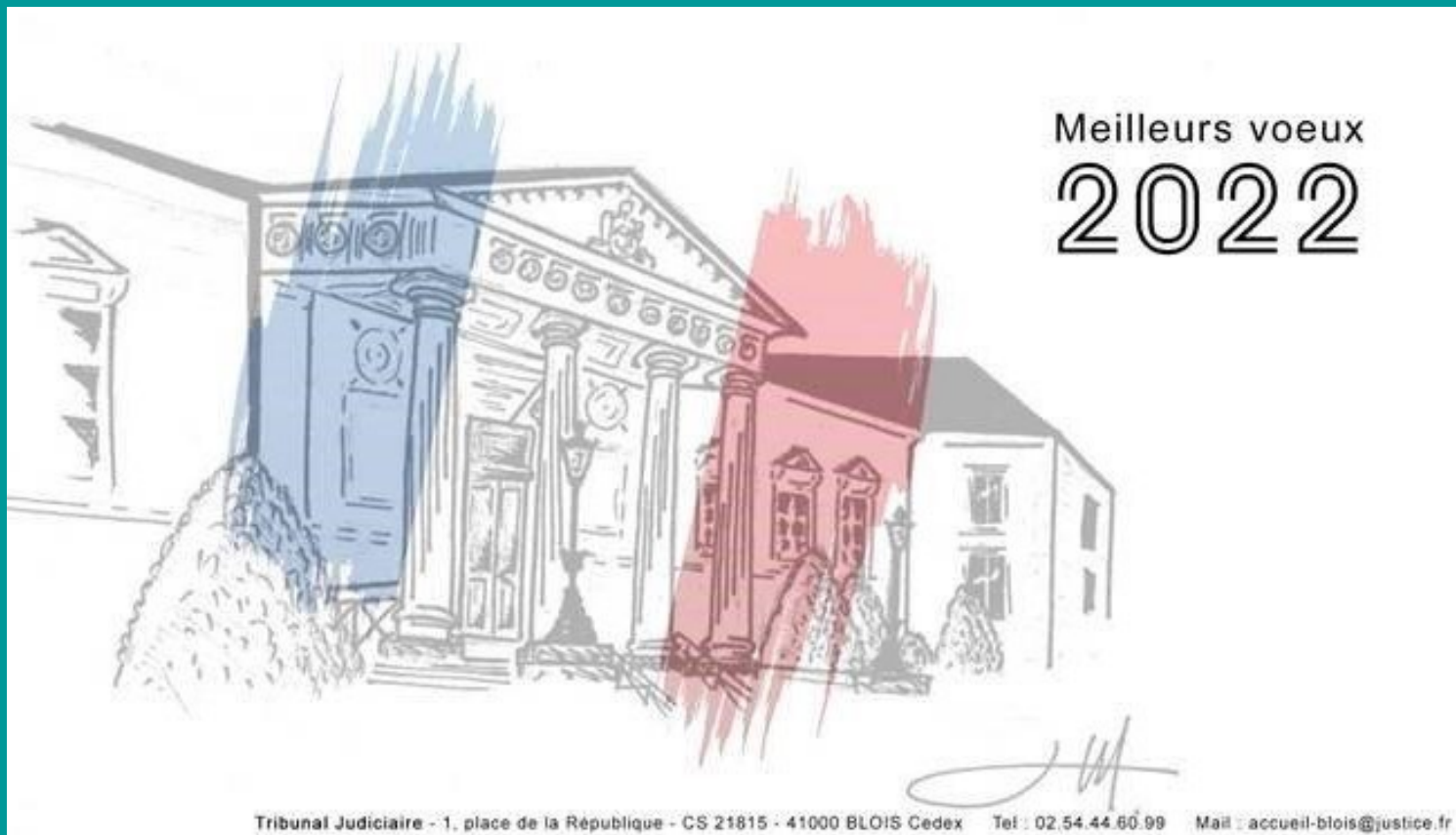
## Tribunal judiciaire de Blois

1 PLACE DE LA RÉPUBLIQUE

CS 21815

41018 BLOIS CEDEX

✉ [accueil-blois@justice.fr](mailto:accueil-blois@justice.fr)



Tribunal Judiciaire - 1, place de la République - CS 21815 - 41000 BLOIS Cedex Tel : 02.54.44.60.99 Mail : [accueil-blois@justice.fr](mailto:accueil-blois@justice.fr)



**MINISTÈRE  
DE LA JUSTICE**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*